ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 27 novembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes", a donné le 29 mai 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 november 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der Luchtwegen", heeft op 29 mei 1991 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Il convient d'omettre la majuscule au mot "voies". Cette observation vaut pour la suite du projet. La même observation vaut pour les mots "chambre de recours".

Préambule.

Alinéa 1er.

Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal du 18 décembre 1957 qui a modifié l'article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954. En effet, l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967 a remplacé intégralement l'article 11 de cette loi. On écrira, dès lors :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;".

Alinéa 2.

Il ne faut pas viser l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des voies aériennes qui ne constitue pas le fondement du projet.

L'alinéa peut, dès lors, être omis.

Alinéa 3.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Titre Ier.

Le titre Ier doit porter l'intitulé "Dispositions générales".

Article 1er.

La notion de "fonctionnaire dirigeant" que l'article 1er, alinéa 3, du projet définit, figure dans l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des voies aériennes, notamment dans l'article 5 qui dispose :

> "Le fonctionnaire dirigeant est chargé de la gestion courante.
>
> Il peut déléguer ses pouvoirs conformément au règlement d'ordre intérieur.
>
> Le ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions peut déléguer certains de ses pouvoirs au fonctionnaire dirigeant".

Aux termes de l’article 176 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, "le premier conseil d’administration et le premier comité de direction de la Société nationale des voies aériennes, établis conformément à l’article 48 de la présente loi, exerceront une double mission jusqu’à son classement parmi les entreprises publiques autonomes, par dérogation aux dispositions du chapitre IV du titre Ier : d’une part, la négociation et la conlusion du premier contrat de gestion et, d’autre part, la reprise des compétences respectives des organes de direction de la Régie des voies aériennes conformément à son statut".

Dans la mesure où il est chargé de la "gestion courante", le fonctionnaire dirigeant peut être considéré comme un organe de la régie. Dès l’entrée en vigueur de l’article 176 précité, soit en principe le dixième jour qui suit la publication de la loi de réforme de certaines entreprises publiques économiques, ses compétences seront normalement exercées par les organes dont question à cet article. Pour cette raison, il ne convient pas de définir le "fonctionnaire dirigeant" comme étant l’agent chargé de la gestion courante. Il vaut mieux faire référence à un grade déterminé.

De l’accord des délégués du ministre, le texte suivant est proposé :

"Article 1er. Pour l’application du présent arrêté, il y a lieu d’entendre par :

1° "régie" : la Régie des voies aériennes;

2° "ministre" : le ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions;

3° "fontionnaire dirigeant" : l'agent de la régie qui est revêtu du grade d'administrateur général;

4° "agent" : toute personne qui, à l'essai ou à titre définitif, fait partie du personnel de la régie".

Article 2.

1. Il serait plus clair de grouper ces dispositions par objet, ce qui entraînerait toutefois un décalage dans la numérotation des articles du projet.

2. L'annexe I du projet répartit séparément les grades administratifs et les grades du personnel de maîtrise, de métier et de service. Il y a lieu de prévoir cette subdivision dans le projet.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 2. § 1er. Les agents sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend quatre niveaux, subdivisés en rangs.

§ 2. Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie.

Le rang détermine l’importance relative d’un grade dans son niveau.

Art. 3. Le grade est le titre qui situe l’agent à un rang et qui l’habilite à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades d’un même rang sont dénommés "grades équivalents".

Art. 4. Les grades que peuvent porter les agents de la régie sont répartis entre les différents niveaux, sections et rangs, conformément à l’annexe I au présent arrêté.

Art. 5. Les niveaux des grades que peuvent porter les agents de la régie sont numérotés de 1 à 4, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Art. 6. Les niveaux 2, 3 et 4 sont subdivisés en deux sections : la section A, comprenant les grades attribués aux membres du personnel administratif, et la section B, comprenant les grades attribués aux membres du personnel de maîtrise, de métier et de service.

Art. 7. Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres. Le chiffre de gauche indique le niveau; celui de droite situe le rang dans son niveau.

Art. 8. Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé".

Article 3
(devenant l’article 9).

Les alinéas 2 et 3 seraient mieux rédigés comme suit :

"Les autres agents du niveau 1 sont nommés par le ministre.

Les agents des niveaux 2, 3 et 4 sont nommés par le ministre ou par le fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir".

Article 4.

Cet article doit devenir l’article 10.

Article 5.

En vertu de l’article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public, le Roi fixe le statut du personnel des organismes classés dans la catégorie A, dont fait partie la Régie des voies aériennes.

A peine d’éluder les règles de compétence, les délégations de pouvoir ne sont permises que pour des mesures accessoires ou de détail.

La délégation générale autorisant le ministre à prendre des arrêtés d'exécution du statut en projet ne peut être admise.

En conséquence, la disposition doit être omise.

Articles 6 à 8
(devenant les articles 11 à 13).

1. Les articles 6 à 8 (devenant les articles 11 à 13) sont des dispositions générales, alors que les articles 9 à 12 (devenant les articles 14 à 17) concernent directement les concours de recrutement.

De l'accord des délégués du ministre, il y a lieu de diviser le chapitre Ier du titre II en deux sections :

Section première. - Dispositions générales (articles 11 à 13).

Section 2. - Des concours de recrutement (articles 14 à 17).

2. Les conditions d'admissibilité fixées par les articles 6 et 7 du projet doivent être remplies par tout agent, qu'il soit à l'essai ou définitif, étant entendu que la nomination définitive est subordonnée à l'accomplissement d'une période d'essai.

3. L’article 7 impose comme condition d’admissibilité d’"être Belge".

L’article 48 du Traité de Rome assure la libre circulation des travailleurs. Il porte cependant en son paragraphe 4 :

> "Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l’administration publique".

Cette disposition place en dehors du champ d’application des trois premiers paragraphes de ce même article, un ensemble d’emplois qui, selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, comportent une participation directe ou indirecte à l’exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde

des intérêts généraux de l'Etat et des autres collectivités publiques (1).

Il convient de préciser que la condition de nationalité ne peut être exigée que pour les fonctions de responsabilité au sens de la jurisprudence de la Cour. Les autres fonctions peuvent être occupées, tant par des nationaux que par des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne.

Le texte suivant est proposé pour les articles 6, 7 et 8, devenant les articles 11, 12 et 13 :

"Section première. - Dispositions générales.

Art. 11. Nul ne peut être nommé agent de la régie s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° réunir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;

2° réussir le concours de recrutement prévu;

3° accomplir avec succès la période d'essai pour les agents définitifs;

---

(1) Arrêt Commission c/Royaume de Belgique, du 26 mai 1982, Recueil de la jurisprudence de la Cour, p. 1845.

4° justifier, selon les modalités déterminées par Nous, de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer.

Art. 12. Nul ne peut être nommé agent de la régie s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

1° pour l'exercice des fonctions qui impliquent une participation à l'exercice de la puissance publique, être belge et, pour l'exercice des autres fonctions, être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes;

2° ... (comme au projet);

3° ... (comme au projet);

4° satisfaire aux obligations de milice;

5° n’avoir pas atteint l’âge de cinquante ans à la date fixée conformément à l’article 14, § 2;

6° être porteur ... selon la liste figurant à l’annexe II.

Sauf disposition contraire dans les arrêtés d’exécution ... dans les niveaux moins élevés.

Art. 13. § 1er. Lorsque la nature des fonctions à exercer l’exige, le ministre peut arrêter des conditions spéciales d’admissibilité pour le recrutement à des grades ou emplois déterminés.

Il peut :

1° fixer une limite d’âge inférieure à cinquante ans;

2° imposer un âge minimum;

3° imposer la possession de diplômes ou certificats d’études particuliers désignés parmi ceux qui sont énumérés à la liste figurant à l’annexe II;

4° imposer des conditions spéciales d’aptitudes professionnelles ...;

5° imposer la connaissance élémentaire ou approfondie d’une ou de plusieurs langues étrangères.

§ 2. (comme au projet).

§ 3. (comme au projet).

§ 4, alinéa 1er. (comme au projet).

Toutefois ..., auquel ils sont autorisés à participer en application de l'alinéa 1er ...".

Après l'article 8, devenant l'article 13, il y a lieu d'intercaler le titre :

"Section 2. Des concours de recrutement".

Article 9
(devenant l'article 14).

Comme la remarque en sera faite, de manière générale, dans les observations finales, la division en paragraphes ne se justifie pas.

Le texte suivant est proposé :

"Section 2. - Des concours de recrutement.

Art. 14. Les concours de recrutement sont organisés pour la nomination aux grades énumérés à l'annexe III.

Les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives à l'âge, aux diplômes ou certificats d'études et, le cas échéant, aux conditions spéciales d'aptitudes professionnelles à la date limite d'inscription au concours.

Les agents déjà en service ... à un emploi visé à l'alinéa 1er, pour autant ... (la suite comme au projet)".

Article 10, § 1er
(devenant l'article 15).

Il y a lieu de faire de l'article 10, § 1er, un article distinct qui deviendrait l'article 15 et qui serait rédigé comme suit :

"Art. 15. Le ministre arrête le programme des concours et le règlement d'ordre relatif à leur organisation".

Article 10, § 2, alinéas 1er et 2
(devenant l'article 16).

Le texte suivant est proposé pour l'article 10, § 2, alinéas 1er et 2, devenant l'article 16 :

"Art. 16. Les concours ont lieu lorsque les besoins de la régie l'exigent.

Les concours organisés en vue de l'attribution d'un nombre préalablement déterminé d'emplois sont dénommés concours avec enjeu.

Les concours organisés en vue de la constitution d'une réserve de recrutement sont dénommés concours sans enjeu".

Article 10, § 2, alinéa 3
(devenant l'article 17).

Il y a lieu de faire de cet alinéa 3 un article distinct portant le numéro 17.

De l'accord des délégués du ministre, le texte suivant est proposé :

"Art. 17. Les concours sont annoncés par avis inséré au "Moniteur belge" et par tout autre moyen de publication estimé adéquat, notamment par avis au personnel".

Il convient d'ajouter l'alinéa suivant :

"L'avis mentionne au moins les conditions de participation au concours ainsi que les conditions spéciales que les candidats doivent remplir pour pouvoir être nommés".

Article 11
(devenant l'article 18).

L'alinéa 2, 1°, serait mieux rédigé comme suit :

"1° un président ayant voix délibérative, désigné parmi les agents de la régie, titulaire d'un grade du rang 13 au moins".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, 2°, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12
(devenant l'article 19).

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2, alinéa 1er :

"§ 2. Les lauréats d'un concours avec enjeu qui ne sont pas classés en ordre utile, ainsi que les lauréats d'un concours sans enjeu conservent le bénéfice de leur réussite pendant deux ans à compter de la date d'approbation du procès-verbal du concours".

*

Le chapitre 2 doit s'écrire chapitre II.

*

Article 13
(devenant l'article 20).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 20. Les lauréats d'un concours de recrutement entrent en service dans l'ordre de leur classement.

Les lauréats dont l'entrée en service est retardée par un empêchement légal gardent le bénéfice de leur rang au classement. Ils entrent en service dès que cet empêchement a pris fin.

Les lauréats qui demandent, pour des raisons de convenances personnelles, à ajourner leur entrée en fonctions, perdent, en cas d'acceptation de leur demande, le bénéfice de leur classement et ne peuvent être admis à l'essai qu'en cas de vacance d'un emploi avant l'expiration du délai de validité du concours".

Article 14
(devenant l'article 21).

Pendant la période de préavis, les stagiaires de l'Etat sont soumis, soit au statut des agents temporaires, soit au statut du personnel ouvrier temporaire. Le projet soumet les agents à l'essai à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et leur applique un système de préavis qui n'est pas celui organisé par cette loi.

Ou bien les agents à l'essai déclarés inaptes restent soumis à un régime statutaire, fut-il partiel, et en ce cas les conditions spéciales de préavis posées par le projet peuvent être maintenues, ou bien ils sont soumis à la loi sur le contrat de travail comme le prévoit le projet et l'article 14 est, alors, illégal en ce qu'il déroge à cette loi.

Le texte doit être revu en fonction de l'option qui sera retenue.

La même observation vaut pour l'article 20.

Article 15.

Cet article doit devenir l’article 22.

Article 16
(devenant les articles 23 et 24).

Le paragraphe 1er fixe la durée normale de la période d’essai à accomplir en vue de la nomination définitive.

Le paragraphe 2, a, règle le cas particulier des candidats agents, c’est-à-dire des lauréats qui doivent suivre des cours particuliers et des stages d’instruction avant d’être admis à l’essai, alors que le paragraphe 2, b) et c) est relatif à des agents déjà admis à l’essai.

Il y a lieu d’insérer ces dispositions dans des articles ou paragraphes distincts.

Le texte suivant est proposé pour l’article 16, § 1er, qui deviendrait l’article 23 :

"Art. 23. La nomination définitive est subordonnée à l’accomplissement d’une période d’essai d’un an pour le niveau 1, de six mois pour le niveau 2 et de trois mois pour les niveaux 3 et 4.

Cette période peut être prolongée au maximum d’un tiers de sa durée normale dans le cas prévu à l’article 25, § 1er".

Le texte suivant est proposé pour l’article 16, § 2, qui deviendrait l’article 24 :

"Art. 24. § 1er. La nomination définitive à certains grades peut être subordonnée :

1° à l'accomplissement d'une période d'essai plus longue que celle prévue à l'article 23, alinéa 1er;

2° à la réussite d'un examen de fin d'essai.

§ 2. L'admission à l'essai à certains grades peut être précédée de cours de formation sanctionnés par un examen et, éventuellement, de stages d'instruction.

Pendant cette période de formation et d'instruction, les lauréats ont la qualité de candidat agent. Ils sont assimilés aux agents à l'essai pour l'application du présent arrêté.

A l'issue de cette période, le supérieur hiérarchique compétent établit un rapport motivé sur le comportement de chaque candidat.

§ 3. ... (comme au dernier alinéa de l'article 16, §2, du projet)".

Article 17
(devenant l'article 25).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 25. § 1er. A l'expiration de la période d'essai, le supérieur hiérarchique compétent établit un rapport circonstancié sur la manière de servir de l'agent à l'essai.

Ce rapport doit être visé par l'agent qu'il concerne. Il est transmis pour décision, par la voie hiérarchique, à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Sur le vu de ce rapport, celle-ci peut, par décision motivée, prolonger la durée de la période d'essai.

§ 2. Le rapport visé au paragraphe 1er propose selon le cas :

1° la nomination définitive de l'agent;

2° l'admission de l'agent à l'examen visé à l'article 24, § 1er, 2°;

3° la prolongation de la période d'essai, à l'expiration de laquelle, le supérieur hiérachique compétent établit un nouveau rapport circonstancié sur la manière de servir de l'agent;

4° le licenciement de l'agent, licenciement pouvant être proposé ...;

5° la réintégration des agents dans leur ancien grade, dans lequel les agents conservent leur classement et les droits qui s'y rattachent".

Article 18
(devenant l’article 26).

1. Il y a lieu de remplacer la référence à l’article 17, § 2, 3°, 4° et 5° par "article 25, § 2, 3°, 4° et 5°".

2. Les mots "relatif à la Chambre de recours" doivent être omis.

Article 19
(devenant l’article 27).

L’examen dont il est question est celui prévu à l’article 16, § 2, a, du projet, soit celui organisé à l’issue de cours de formation dispensés aux candidats agents, mais aussi celui qui est visé à l’article 16, § 2, c, c’est-à-dire l’examen de fin d’essai.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 27. § 1er. Les agents qui ont échoué aux examens prévus à l’article 24, § 1er, 2°, et § 2, alinéa 1er, sont autorisés à passer un second examen.

Cet examen est organisé dans le courant du deuxième mois qui suit la notification du résultat du premier. Lorsque des circonstances particulières le justifient, le fonctionnaire dirigeant peut prolonger ce délai.

§ 2. En cas d'échec au second examen, les agents sont, selon le cas, licenciés par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination ou réintégrés dans leur ancien grade avec maintien de leur classement dans ce grade et des droits qui s'y rattachent.

§ 3. Le paragraphe 2 s'applique également aux candidats agents qui font l'objet d'un rapport défavorable à l'issue de la période de formation et d'instruction".

Article 20
(devenant l'article 28).

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "bepalingen" au lieu de "beschikkingen".

Article 21
(devenant l'article 29).

Le texte suivant est proposé :

"Art.29. Les agents nommés à titre définitif prennent rang dans leur grade à la date de leur nomination à l'essai ou de leur admission en qualité de candidat agent".

Article 22
(devenant l'article 30).

A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... et consciencieusement leurs obligations de service dans cet organisme".

Article 23
(devenant l'article 31).

Il y a lieu de faire un alinéa distinct de la dernière phrase : "Ils doivent ... leur fonction".

Articles 24 à 27.

Ces articles doivent devenir les articles 32 à 35.

Article 28
(devenant l'article 36).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 36. Indépendamment de l'application des lois pénales, toute contravention aux dispositions du présent titre est punie de l'une des peines disciplinaires prévues à l'article 40".

Titre IV. - Des incompatibilités.

De l’accord des délégués du ministre, il y a lieu d’adopter le régime en vigueur pour les agents de l’Etat, soit les articles 49 et 51 du statut du 2 octobre 1937, ce qui donne :

Article 29
(devenant l’article 37).

"Art. 37. Est incompatible avec la qualité d’agent de la régie, toute occupation exercée par l’agent lui-même ou par personne interposée, qui serait de nature à nuire à l’accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci".

Article 38 nouveau.

"Art. 38. Est en outre réputé incompatible avec la qualité d’agent de la régie, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif.

Cette disposition n’est toutefois pas applicable à la tutelle et à la curatelle des incapables, non plus qu’aux mandats exercés au nom de la régie dans des entreprises privées".

Article 39 nouveau.

"Art. 39. Des dérogations à l'article 38 pourront, sur demande écrite de l'intéressé et sur rapport du conseil de direction, être apportées par Nous, notamment lorsqu'il s'agit de la gestion d'intérêts familiaux".

Article 30
(devenant l'article 40).

Paragraphe 3.

Le mot "radiation" doit être remplacé par le mot "effacement". Dans le texte néerlandais, il faudrait remplacer le mot "bekomen" par le mot "krijgen".

Paragraphe 5.

A l'alinéa 3, il convient d'écrire :

"... à la date à laquelle l'attribution de ce grade produit ses effets".

Paragraphe 6.

Il y a lieu de remplacer les mots "à la fiche individuelle" par les mots "au dossier".

Article 31
(devenant l'article 41).

Dans une matière aussi importante, il vaut mieux citer les peines plutôt que faire référence à la disposition qui les énumère.

On écrira :

"Art. 41. Le rappel à l'ordre et le blâme sont prononcés :

1° (comme au projet);

2° (comme au projet);

3° (comme au projet).

La retenue de traitement, le déplacement disciplinaire et la suspension disciplinaire sont prononcés ... (la suite comme au projet).

La rétrogradation et la révocation sont prononcées ... (la suite comme au projet)".

Articles 32 et 33
(devenant l'article 42).

1. La disposition de l'article 32 est relative aux propositions définitives et appelle les observations suivantes :

- Le système mis sur pied est très lourd, ainsi qu'en témoigne l'énumération des autorités compétentes, selon le cas, pour établir ces propositions.

- Il est fait appel à la notion de "supérieur immédiat" qui nécessite une appréciation in concreto susceptible de multiplier les litiges.

La procédure du statut du 2 octobre 1937 est moins lourde. Elle présente plus de garanties pour l'agent en ce qu'elle prévoit, dans tous les cas, l'intervention du conseil de direction. En raison de son caractère collégial, celui-ci est garant d'une objectivité qui pourrait manquer à un fonctionnaire agissant seul. Il peut aussi assurer une certaine unité de la jurisprudence en la matière.

Par ailleurs, le recours à la notion de "supérieur hiérarchique compétent désigné par le ministre", garantit beaucoup mieux la sécurité juridique.

2. Le paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 33 appelle l'observation suivante :

En l'absence de toute disposition réglementaire prévoyant la suspension provisoire dans l'intérêt du service, le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée des mots "sauf disposition réglementaire contraire expresse".

La matière de la suspension dans l'intérêt du service devrait faire l'objet de dispositions particulières qui constitueraient un titre nouveau.

Sous cette dernière réserve, le texte suivant est proposé :

"Art. 42. § 1er. Les peines disciplinaires autres que le rappel à l'ordre et le blâme sont prononcées après une proposition provisoire du supérieur hiérarchique compétent.

Celui-ci transmet sa proposition simultanément à l'autorité chargée d'émettre la proposition définitive et à l'autorité compétente pour prononcer la peine disciplinaire.

La proposition définitive est émise :

1° par le ministre pour le fonctionnaire dirigeant;

2° par le secrétaire général du ministère dont dépend l'aéronautique civile pour les autres agents du rang 16;

3° par le conseil de direction pour les autres agents.

L'autorité compétente émet la proposition définitive dans les deux mois du jour qui suit celui où la proposition provisoire lui a été communiquée.

§ 2. La proposition définitive est notifiée à l'intéressé par les soins de l'autorité compétente pour

prononcer la peine disciplinaire. Toutefois, si cette notification n'intervient pas dans le mois du jour où la proposition définitive a été communiquée à cette autorité, celle-ci est censée renoncer à infliger la peine.

§ 3. L'agent à charge duquel une peine disciplinaire autre que le rappel à l'ordre et le blâme est définitivement proposée a dix jours à dater de la notification de cette proposition pour saisir la chambre de recours qui donne un avis motivé avant toute décision de l'autorité.

§ 4. Le ministre désigne les supérieurs hiérarchiques compétents pour l'application des articles 41 et 42, § 1er, alinéa 1er.

§ 5. L'autorité compétente ne peut prononcer une peine disciplinaire plus lourde que celle proposée définitivement.

Aucune peine disciplinaire ne peut produire d'effet pour une période qui précède son prononcé, sauf disposition réglementaire contraire expresse".

Article 34
(devenant l'article 43).

Paragraphe 2.

Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsque plusieurs faits sont reprochés à l'agent, il n'est engagé qu'une seule procédure. Il ne peut être prononcé qu'une seule peine disciplinaire".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. L'action disciplinaire est suspendue jusqu'à décision définitive sur l'action publique éventuellement engagée".

L'alinéa 2 énonce une règle qui est excessive dans la mesure où il est prévu que l'autorité administrative pourrait toujours prononcer une peine disciplinaire quel que soit le résultat de l'action pénale alors que s'il ressort, par exemple, d'un jugement ou d'un arrêt que l'intéressé n'a pas commis les faits qui lui sont reprochés, une telle décision lie l'autorité disciplinaire.

L'alinéa 2 doit être omis. Cette omission n'empêcherait pas, au demeurant, le juge disciplinaire de punir celui qui a été acquitté parce que le fait ne constitue pas une infraction pénale, et de ne pas punir, le cas échéant, celui qui a été condamné pénalement.

Article 35
(devenant l'article 44).

La disposition en projet reproduit l'article 80 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Des dispositions plus récentes ont cependant substitué à la notion de radiation celle, plus juste dès lors que la mesure a un caractère automatique, d'effacement : il en est ainsi, notamment, des articles 619 et 620 du Code d'instruction criminelle, modifiés par les lois du 7 avril 1964 et du 9 janvier 1991 relatives à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale. La notion de radiation est, par ailleurs, particulièrement ambiguë puisqu'elle sert également, dans d'autres statuts disciplinaires, à désigner une sanction.

Il est donc proposé de substituer la notion d'effacement à celle de radiation.

Paragraphe 1er.

1. Il y a lieu de remplacer le mot "radiée" par le mot "effacée".

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'effacement de la peine n'a pas pour effet de dispenser de son exécution. Par contre, il ne peut plus en être tenu compte notamment pour ... (la suite comme au projet".

Paragraphe 2.

1. La subdivision doit être numérotée en 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6°.

2. Le début du paragraphe 2 doit être rédigé comme suit :

"§ 2. L'effacement des peines disciplinaires a lieu d'office ...".

3. Au dernier alinéa du paragraphe 2, il est préférable d'écrire "La période" plutôt que "Le délai".

Article 36
(devenant l'article 45).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 45. L'autorité disciplinaire ne peut plus intenter de poursuites disciplinaires après l'expiration d'un délai de six mois après la date à laquelle elle a constaté les faits répréhensibles ou en a pris connaissance.

En cas de poursuites pénales pour les mêmes faits, ce délai prend cours le jour où l'autorité judiciaire informe l'autorité disciplinaire qu'une décision définitive est intervenue ou que la procédure pénale n'est pas poursuivie".

Article 37
(devenant l'article 46).

A l'alinéa 1er, il convient de supprimer les mots "qui est".

Article 38
(devenant l'article 47).

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. 47. Le supérieur hiérarchique compétent propose le signalement qu'il estime devoir attribuer à chaque agent. Il se sert, à cette fin, pour chacun de ces agents, d'un bulletin dont le modèle est arrêté par Nous".

Il convient de faire de l'alinéa 2 un article distinct, numéroté 48, rédigé comme suit :

"Art. 48. Les appréciations émises dans le bulletin de signalement sont synthétisées par l'une des mentions suivantes, laquelle constitue le signalement proprement dit : "bon", "suffisant", "mauvais"".

Article 39
(devenant l'article 49).

Au paragraphe 1er, alinéa 3, dernière phrase, il y a lieu d'écrire : "Elles doivent être visées par l'intéressé au moment où elles sont inscrites au dossier".

Article 40.

Cet article doit devenir l'article 50.

Article 41
(devenant l'article 51).

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Un nouveau signalement est attribué à l'agent :

1° si, depuis l'attribution du dernier signalement, des faits ou constatations susceptibles de modifier ce signalement ont été inscrits à son dossier;

2° si, depuis l'attribution de son dernier signalement, il a été nommé à un grade autre que celui dont il était titulaire au moment de cette attribution;

3° s'il en fait la demande motivée.

Le signalement doit être attribué dans les six mois du fait générateur visé aux 1°, 2° et 3°".

Article 42
(devenant l'article 52).

Il y a lieu de compléter cette disposition par l'indication du délai de recours.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 52. L'agent qui ... peut saisir la chambre de recours dans les ... (à compléter) jours de la notification de cette décision".

Article 43
(devenant l'article 53).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 53. Il est institué une chambre de recours. Elle a pour mission de connaître, outre des recours en matière disciplinaire, des demandes en révision de signalement et des autres mesures ou propositions dont elle peut être saisie en application des dispositions du présent statut ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

La chambre de recours émet des avis motivés".

Article 44
(devenant l'article 54).

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu d'omettre les mots "auquel appartient" et de les remplacer par le mot "de".

2. Le paragraphe 2 devrait être inséré dans un article 45, devenant l'article 55, dont le texte suivant est proposé :

"Art. 55. § 1er. La chambre de recours se compose :

1° d'un président, magistrat ou magistrat honoraire, nommé par Nous, qui assume la présidence des deux sections et doit justifier de la connaissance du français et du néerlandais, conformément aux dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire;

2° par section, d'assesseurs choisis parmi les agents définitifs en activité de service, âgés de 35 ans au moins, comptant quinze ans de bons services et qui sont désignés comme suit :

a) pour moitié par le ministre,

b) pour l'autre moitié, par les organisations syndicales représentatives, à raison d'un assesseur par organisation.

3° par section, d'un greffier rapporteur, désigné par le ministre, sans voix délibérative;

4° de membres suppléants, à savoir un président, un greffier et des assesseurs, désignés de la même manière que les membres effectifs.

Sont représentatives, les organisations syndicales qui satisfont aux conditions de l'article 8, § 1er, de la

loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Les assesseurs désignés par les organisations syndicales doivent être agréés par le ministre.

§ 2. Dans chaque affaire, un agent est désigné par le ministre ou par son délégué pour défendre la proposition contestée.

Cet agent ne peut assister à la délibération. L'avis fait mention du respect de cette interdiction".

Article 46
(devenant l'article 56).

1. Il faut omettre la mention "§ 1".

2. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, pour éviter le recours trop fréquent aux assesseurs "temporaires", il vaudrait mieux prévoir que les assesseurs peuvent aussi avoir un rang au moins égal à celui du requérant.

De l'accord des délégués du ministre, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. 56. Les assesseurs ... doivent appartenir à un rang au moins égal à celui du requérant".

Article 47
(devenant l'article 57).

La référence à l'article 45 doit être adaptée, pour tenir compte du libellé proposé pour cet article.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 48
(devenant l'article 58).

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Est, en outre, récusé, l'assesseur qui est parent ou allié du requérant jusqu'au quatrième degré inclus ainsi que celui qui, de l'avis du président, pourrait être considéré comme juge et partie".

Article 49
(devenant l'article 59).

Par souci d'uniformité dans la terminologie, il convient de remplacer le mot "appelant" par "requérant", terme utilisé par les articles 46, 51 et 52 du projet.

On écrira, dès lors, "... le requérant comparaît en personne;".

Article 50
(devenant l'article 60).

Le terme "agent" doit être remplacé par "requérant" pour la raison indiquée à propos de l'article 49 du projet.

Article 51.

Cet article doit devenir l'article 61.

Article 52
(devenant l'article 62).

De l'accord des délégués du ministre, il y a lieu d'ajouter à l'alinéa 3 la phrase suivante : "Toute décision plus défavorable que l'avis est motivée".

Article 53
(devenant l'article 63).

L'article 53 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 63. La chambre de recours établit son règlement d'ordre intérieur avec l'approbation du ministre".

Article 54.

L'article 54 correspond à l'article 96 du statut de 1937.

La responsabilité personnelle du fonctionnaire fautif envers l'Etat revêt un caractère illimité qui constitue le principal obstacle à son application pratique. La "culpa levissima" expose l'agent à l'obligation de réparer la totalité du dommage causé, quelle que soit son ampleur. C'est pourquoi les auteurs du statut ont entendu concilier les intérêts en présence par le recours à une procédure administrative d'allure disciplinaire, dite des "parts d'intervention". Celle-ci, s'inspirant de règlements déjà en vigueur dans certains services, confie au ministre le pouvoir, sur avis du conseil de direction, de constater la responsabilité et de fixer le montant, évidemment réduit à une partie seulement du dommage causé, de l'indemnité due à l'Etat.

Ce système est inconstitutionnel, puisque la décision ministérielle unilatérale fixant la part d'intervention du fonctionnaire dans la réparation du préjudice subi par l'Etat statue nécessairement sur des droits civils et empiète de ce fait sur les prérogatives du pouvoir judiciaire.

Seule une intervention du législateur permettrait d'éviter cette objection.

L'article 54 doit, dès lors, être omis, de même que le titre VIII qui ne comporte que cette disposition. Le titre IX doit, en conséquence, devenir le titre VIII.

Article 55
(devenant l'article 64).

Sous le point b), devenant 2°, il vaut mieux écrire :

"2° les agents titulaires d'un grade classé aux rangs 16 et 15".

*

Le titre X devient le titre IX.

*

Articles 56 à 59.

Ces articles doivent devenir les articles 65 à 68.

Article 58.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 60
(devenant l'article 69).

L’article 60 serait mieux libellé comme suit :

"Art. 69. La promotion en carrière plane consiste en des nominations successives d’un agent à des grades d’un rang de plus en plus élevé d’un même niveau, attribués par dérogation à l’article 68, sans qu’il existe des emplois permanents vacants des grades à conférer et sans que l’intéressé doive faire acte de candidature".

Article 61
(devenant l’article 70).

1. Le texte néerlandais de l’alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L’alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"La nomination au grade de "premier" consiste en une promotion de grade ou en un changement de grade, attribué par dérogation à l’article 68, sans qu’il existe d’emploi vacant du grade à conférer.

Elle est subordonnée à la réussite d'une épreuve professionnelle. Les conditions complémentaires requises pour la nomination au grade de "premier" sont fixées par Nous".

Article 62
(devenant l'article 71).

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu de viser l'article 70; par ailleurs, les mots "du présent statut" sont inutiles et doivent être omis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"La nomination au grade de "principal" consiste en une promotion ou en un changement de grade, attribué sans que l'intéressé doive faire acte de candidature.

Les conditions complémentaires requises pour la nomination au grade de "principal" sont fixées par Nous".

Article 63
(devenant l'article 72).

Il y a lieu de viser 68 au lieu de 59 et d'omettre les mots "du statut".

Article 64
(devenant l'article 73).

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 65
(devenant l'article 74).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 74. Indépendamment des conditions de rang et d'ancienneté fixées par le présent arrêté, un arrêté ministériel peut fixer, pour chacun des grades à conférer par promotion ou par avancement de grade, la liste des grades qui y donnent accès, en déterminant éventuellement les conditions complémentaires et particulières d'âge et de qualification professionnelle requises par la nature de l'emploi correspondant au grade à conférer".

Article 66
(devenant l'article 75).

Cet article vise à la fois la publication des vacances d'emplois et des nominations. Il vaudrait mieux séparer les deux modes de publicité.

L'alinéa 1er, devenant les alinéas 1er et 2, serait, par ailleurs, mieux rédigé comme suit :

"Art. 75. Le ministre détermine les modalités selon lesquelles la vacance d'un emploi à conférer par changement de grade ou par promotion est portée à la connaissance des agents.

Sont seuls pris en considération, les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai qui sont fixés par le règlement pris par le ministre".

L'alinéa 2 doit constituer un article distinct, numéroté 76, et rédigé comme suit :

"Art. 76. Avant toute nomination par changement de grade et toute promotion par avancement de grade, il est établi une proposition.

La proposition est notifiée à tous les candidats.

Ceux-ci peuvent, selon les modalités fixées par le ministre, introduire une réclamation motivée contre la proposition de nomination".

Un article distinct, ayant trait à la publication des nominations, serait inséré, sous le numéro 77 et rédigé comme suit :

"Art. 77. Les nominations sont portées à la connaissance des agents selon les modalités fixées par le ministre".

Article 67.

Cet article peut être omis. L'article 68 suffit à préciser que l'accession à certains grades du niveau supérieur est subordonnée à la réussite d'un concours.

Article 68
(devenant l'article 78).

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 78. § 1er. Les concours au niveau supérieur sont organisés pour la promotion par accession à des grades classés aux rangs 11, 20 ou 30.

Par dérogation ... (la suite comme à l'alinéa 1er de l'article 69 du projet).

Le ministre fixe ... (la suite comme à l'alinéa 2 de l'article 69 du projet).

Toutefois, certains grades d’autres rangs déterminés par Nous peuvent également être conférés par accession au niveau supérieur.

Le ministre fixe les conditions de participation au concours sans toutefois pouvoir écourter les délais d’ancienneté de niveau exigés au paragraphe 2.

§ 2. Peuvent participer à un concours d’accession au niveau supérieur :

1° pour la promotion à un grade du rang 11 :

a) les agents titulaires d’un grade classé aux rangs 24 ou 25 qui comptent une ancienneté de cinq ans au moins dans le niveau 2;

b) les agents qui satisfont depuis deux ans au moins aux conditions requises pour être nommés à un grade classé aux rangs 24 ou 25;

2° pour la promotion à un grade des rangs 20 ou 30, les agents titulaires d’un grade du niveau immédiatement inférieur à celui du grade à conférer, qui comptent une ancienneté de trois ans au moins dans ce niveau.

Toutefois, un arrêté ministériel ... (la suite comme au paragraphe 2, alinéa 2, de l’article 68 du projet)".

Article 69.

Cette disposition, figurant déjà aux alinéas 2 et 3 de l'article 68, § 1er, du projet, doit être omise.

Article 70
(devenant l'article 79).

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 4, la première phrase pourrait constituer un alinéa distinct. Il faut, pour respecter l'intention des auteurs du projet, ajouter, in fine, les mots "sans limite de temps".

3. La dernière phrase, devenant l'alinéa 5, serait mieux rédigée comme suit :

"Les lauréats sont promus dans l'ordre de leur classement au grade pour lequel ils ont concouru".

*

L'intitulé du chapitre III serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre III. De la promotion par avancement de grade".

*

Article 71
(devenant l'article 80).

1. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er :

"Art. 80. § 1er. Peuvent être promus à un grade du rang 16 les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 15 et qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins".

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots "pour autant qu'ils" par "qui".

Article 72
(devenant l'article 81).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 81. Peuvent être promus à un grade du rang 15 les agents des rangs 14 et 13. Les agents du rang 13 doivent compter une ancienneté de grade de trois ans au moins".

Article 73
(devenant l'article 82).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 82. Peuvent être promus aux grades du rang 14, les agents du rang 13 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins".

Article 74
(devenant l'article 83).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 83. Peuvent être promus aux grades du rang 13, les agents des rangs 12 et 11 qui comptent une ancienneté de neuf ans au moins dans le niveau 1".

Article 75
(devenant l'article 84).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 84. Sous réserve de l'application des articles 72 et 78, § 1er, alinéa 2, peuvent être promus aux grades du rang 12 les agents du rang 11 qui comptent une ancienneté de sept ans au moins dans le niveau 1".

Article 76
(devenant l'article 85).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 85. Sous réserve de l'application des articles 72 et 78, § 1er, alinéa 1er, peuvent être promus aux grades du rang 11 les agents du rang 10 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins".

Article 77
(devenant l'article 86).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 86. La promotion par avancement de grade aux grades visés par les articles 80 à 85 est attribuée au choix après avis motivé du conseil de direction".

Article 78
(devenant l'article 87).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 87. Les articles 76, 80 et 86 ne s'appliquent pas à la nomination au grade d'administrateur général.

Peuvent être nommés à ce grade les agents des rangs 16 et 15. Les agents du rang 15 doivent compter une ancienneté de grade de trois ans au moins".

Article 79
(devenant l'article 88).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 88. § 1er. Peuvent être promus à un grade des niveaux 2, 3 et 4, les agents qui comptent une ancienneté de trois ans au moins dans le rang des grades qui donnent accès au grade à conférer.

L'ancienneté de rang acquise dans chacun de ces grades peut être cumulée.

§ 2. La promotion par avancement de grade, qui n'est pas subordonnée à la réussite d'un examen, est accordée à l'agent le mieux classé selon les dispositions qui déterminent le classement des agents de la régie.

Lorsque des agents ... (la suite comme au paragraphe 3, alinéa 2 du projet).

§ 3. La promotion par avancement de grade, qui est subordonnée à la réussite d'un examen, est accordée dans l'ordre de préférence suivant :

1° ... (comme au paragraphe 5, 1) du projet);

2° ... (comme au paragraphe 5, 2) du projet, mais en écrivant : "le mieux classé selon le paragraphe 2").

§ 4. ... (comme au paragraphe 4 du projet), sauf que dans le texte néerlandais les mots "evenals" et "modaliteiten" doivent être respectivement remplacés par les mots "alsmede" et "nadere regels voor".

Article 80
(devenant l’article 89).

Le texte néerlandais de l’article devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 81
(devenant l’article 90).

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, il convient d’écrire : "Toutefois, la règle énoncée à l’alinéa 1er ...".

3. Le paragraphe 3 vise l’article 68, § 3. Le projet ne contient pas d’article 68, § 3. Il y a lieu de viser l’article 78, § 2.

Article 82
(devenant l’article 91).

1. a) Le paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 91. § 1er. Le ministre détermine les grades qui peuvent être conférés par changement de grade ainsi que les grades qui y donnent accès".

b) Au paragraphe 1er, alinéa 3, le pouvoir de dérogation confié au ministre est trop large et devrait dès lors, être circonscrit dans certaines limites.

c) Le paragraphe 1er, alinéa 4, serait mieux rédigé comme suit :

"L'arrêté ministériel visé à l'alinéa 1er peut subordonner le changement de grade à la réussite d'une épreuve spéciale ou à une vérification des aptitudes professionnelles requises pour exercer la fonction du grade à conférer; dans ces cas, il détermine les modalités de ladite épreuve ou de ladite vérification et peut imposer une limite d'âge".

2. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Dans tous les cas, la nomination par changement de grade est accordée :

1° au choix, après avis motivé du conseil de direction, pour les grades du niveau 1;

2° à l'ancienneté, pour les grades des niveaux 2, 3 et 4".

*

Observation finale sur le titre relatif à la carrière.

L'arrêté royal du 7 novembre 1980 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des voies aériennes fixe des conditions particulières d'accès à certains grades (1). Ainsi en est-il pour le personnel des services administratifs, des services de la circulation aérienne, des services électricité-chauffage-charroi, des services météorologiques, des services de télécommunications aéronautiques, des services incendie et des services techniques. Il arrête aussi des conditions générales d'accession à certains grades et des conditions de nomination aux grades de "premier".

*

Le titre XI devient le titre X.

Article 83
(devenant l'article 92).

1. Au paragraphe 1er, il y a lieu de remplacer le mot "classement" par le mot "préférence".

Au 2°, il faut écrire :

---

(1) Sur la légalité de cet arrêté, voyez l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, L. 15.358/2 donné le 28 mars 1983. Cet arrêté doit être abrogé et les dispositions destinées à compléter l'arrêté en projet doivent être prises sans tarder.

"2° à égalité d'ancienneté ...".

2. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Pour l'application du paragraphe 1er, 1°, l'ancienneté dans les grades de "premier" et de "principal" est celle acquise dans le grade qui donne accès au grade de "premier"".

Article 84
(devenant l'article 93).

1. La mention "§ 1er" a été omise dans le texte français.

2. Au paragraphe 3, alinéa 1er, il convient d'écrire dans le texte français : "des prestations complètes".

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, après les mots "pour autant que le passage", il y a lieu d'insérer les mots "de l'agent".

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Les paragraphes 4, 5 et 6 doivent constituer un article distinct qui serait l'article 94.

Article 85.

Cet article devient l'article 95.

*

Les titres XII, XIII et XIV deviennent les titres XI, XII et XIII.

Le texte néerlandais du titre XII, devenant le titre XI, et des articles 86, 87 et 88 du projet devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

*

Articles 86 à 92.

Ces articles deviennent les articles 96 à 102.

Article 93
(devenant l'article 103).

Au 2°, il convient d'écrire : "en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;".

La même observation vaut pour l'article 97, 2°.

Articles 94 à 97.

Ces articles deviennent les articles 104 à 107.

Article 98
(devenant l'article 108).

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 2°, et du paragraphe 2 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

L'article 99 devient l'article 109.

Article 100
(devenant l'article 110).

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 101 et 102
(devenant les articles 111 et 112).

Il y a lieu de viser "l'article 109".

*

Le titre XV devient le titre XIV.

*

Article 103
(devenant l'article 113).

1. L'article 103, 1°, en projet s'inspire de l'article 112, 1°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sur le modèle duquel est libellé l'article 168, 1°, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

A propos de cet article 168, 1°, la section d'administration du Conseil d'Etat, IVe chambre, a fait observer :

> "qu'une telle disposition n'est pas légale, car en raison du caractère absolu de ses termes, elle est incompatible avec le principe de l'intangibilité des situations individuelles concrètes, définitivement

établies par une décision administrative constitutive, et des rapports de droit qui en sont résultés, principe qui interdit - sauf exception - non seulement que l'autorité procède au retrait de cette décision, mais également à son abrogation sur la base d'un grief d'irrégularité" (arrêt Tommelein, n° 23.281 du 24 mai 1983).

2. L'article 103, 2°, prévoit également la démission d'office et sans préavis des fonctions, dans l'hypothèse où l'agent de la régie méconnaît l'une des obligations prescrites à l'article 24, alinéa 1er, du projet.

Ce régime n'est pas compatible avec les autres dispositions du projet qui organisent un régime disciplinaire destiné à réprimer un tel comportement.

L'article 103, 2°, doit être omis.

3. Au 3°, les mots "du présent statut" doivent être omis.

4. Le texte en projet ne précise pas qui prononce la démission d'office.

Article 104
(devenant l'article 114).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 114. Entraînent également la cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire : dans ce cas, l'agent ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis d'au moins trente jours;

2° l'inaptitude professionnelle dûment constatée par l'Office médico-social de l'Etat;

3° la mise à la retraite par limite d'âge;

4° la révocation;

5° l'inaptitude professionnelle définitivement constatée dans les conditions fixées par Nous".

*

Le titre XVI devient le titre XV.

*

Article 105
(devenant l'article 115).

Compte tenu de l'observation au sujet de l'abrogation souhaitable de l'arrêté royal du 7 novembre 1980 précité, les dispositions transitoires doivent être revues.

*

Le titre XVII devient le titre XVI.

*

Article 106.
(devenant l'article 116).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 107
(devenant l'article 117).

Au 2°, il est fait référence à l'observation finale faite à propos du titre relatif à la carrière.

*

L’intitulé de l’annexe IV doit s’écrire :

"Liste des grades qui composent les carrières planes".

OBSERVATIONS FINALES.

1. Il y a lieu d’écrire "article 1er" et "§ 1er" et non "article 1" et "§ 1".

2. Il n’est pas d’usage de diviser un article en paragraphes, lorsque chacun de ceux-ci ne compte qu’un seul alinéa.

3. Il faut introduire chaque élément d’une énumération par 1°, 2°, 3°, 4°, et non par a), b), c), d).

L’usage recommande, en outre, autant que possible, de ne pas interrompre une énumération par l’insertion de phrases ou d’alinéas incidents.

4. Les chapitres doivent être numérotés en chiffres romains et non en chiffres arabes.

Opschrift.

De hoofdletter in het woord "luchtwegen" moet vervallen. Die opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp. Dezelfde opmerking geldt voor de woorden "raad van beroep".

Aanhef.

Eerste lid.

Er is geen grond om te verwijzen naar het koninklijk besluit van 18 december 1957 dat artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 heeft gewijzigd. Het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967 heeft immers artikel 11 van die wet in zijn geheel vervangen. Men schrijve derhalve :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;".

Tweede lid.

Er behoort niet te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der luchtwegen, dat niet de rechtsgrond van het ontwerp uitmaakt.

Het lid kan derhalve vervallen.

Derde lid.

In de Nederlandse tekst van het derde lid schrijve men : "in sectorcomité VI" in plaats van "in sector VI".

Bepalend gedeelte.

Titel I.

Titel I moet als opschrift krijgen "Algemene bepalingen".

Artikel 1.

Het begrip "leidend ambtenaar", dat wordt omschreven in artikel 1, derde lid, van het ontwerp, staat in het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der luchtwegen, inzonderheid in artikel 5, dat als volgt luidt :

"De leidend ambtenaar is belast met het dagelijks bestuur.

Hij kan zijn bevoegdheid overdragen overeenkomstig het huishoudelijk reglement.

De minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort, kan de leidend ambtenaar sommige zijner bevoegdheden overdragen".

Luidens artikel 176 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, zullen "de eerste raad van bestuur en het eerste directiecomité van de Nationale Maatschappij der luchtwegen,

opgericht overeenkomstig artikel 48 van deze wet, (...) tot haar indeling bij de autonome overheidsbedrijven, in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van titel I, een dubbele opdracht vervullen : enerzijds, het onderhandelen en het sluiten van het eerste beheerscontract en, anderzijds, het overnemen van de respectieve bevoegdheden van de bestuursorganen van de Regie der luchtwegen overeenkomstig haar statuut".

In zoverre de leidend ambtenaar wordt belast met het "dagelijks bestuur", kan hij worden beschouwd als een orgaan van de Regie. Vanaf de inwerkingtreding van het voornoemde artikel 176, dat is in beginsel op de tiende dag na die van de bekendmaking van de wet betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, zullen zijn bevoegdheden normaal worden uitgeoefend door de organen waarvan sprake is in dat artikel. Om die reden is het niet dienstig de "leidend ambtenaar" te definiëren als de ambtenaar die belast is met het dagelijks bestuur. Het is beter te verwijzen naar een welbepaalde graad.

De gemachtigden van de minister zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "Regie" : de Regie der luchtwegen;

2° "minister" : de minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort;

3° "leidend ambtenaar" : de ambtenaar van de Regie die bekleed is met de graad van administrateur-generaal;

4° "ambtenaar" : iedere persoon die, op proef of in vast verband, deel uitmaakt van het personeel van de Regie".

Artikel 2.

1. Het ontwerp zou aan duidelijkheid winnen door die bepalingen samen te brengen per onderwerp; dat zou evenwel een vernummering van de artikelen van het ontwerp meebrengen.

2. Bijlage I bij het ontwerp bevat een afzonderlijke indeling van de administratieve graden en van de graden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel. In die indeling zou in het ontwerp moeten worden voorzien.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 2. § 1. De ambtenaren worden benoemd in graden waarvan de hiërarchie vier in rangen onderverdeelde niveaus omvat.

§ 2. Het niveau van een graad bepaalt de plaats van de graad in de hiërarchie.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in zijn niveau.

Art. 3. De graad is de titel die de ambtenaar in een rang situeert en hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

De graden van een zelfde rang heten "gelijkwaardige graden".

Art. 4. De graden waarvan de ambtenaren van de Regie titularis kunnen zijn, worden over de onderscheiden niveaus, afdelingen en rangen verdeeld, overeenkomstig bijlage I bij dit besluit.

Art. 5. De niveaus van de graden waarvan de ambtenaren van de Regie titularis kunnen zijn, worden genummerd van 1 tot 4; het cijfer 1 wordt toegekend aan het hoogste niveau.

Art 6. De niveaus 2, 3 en 4 worden onderverdeeld in twee afdelingen : afdeling A, die de graden inhoudt voor het administratief personeel, en afdeling B, die de graden inhoudt voor het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Art 7. Elke rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers. Het linkercijfer geeft het niveau aan; het rechtercijfer situeert de rang in zijn niveau.

Art. 8. In elk niveau worden de rangen genummerd volgens hun plaats in de hiërarchie, waarbij de hoogste rang het hoogste getal toegewezen krijgt".

Artikel 3
(dat artikel 9 wordt).

Het zou beter zijn het tweede en het derde lid als volgt te redigeren :

"De andere ambtenaren van niveau 1 worden door de minister benoemd.

De ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4 worden benoemd door de minister of door de leidend ambtenaar aan wie hij die bevoegdheid heeft overgedragen".

Artikel 4.

Dat artikel wordt artikel 10.

Artikel 5.

Krachtens artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, stelt de Koning het statuut vast van het personeel van de instellingen die zijn ingedeeld bij categorie A, waartoe de Regie der luchtwegen behoort.

Om te voorkomen dat de bevoegdheidsregels worden omzeild, is opdracht van bevoegdheid alleen geoorloofd voor bijkomende maatregelen of detailkwesties.

De algemene delegatie die de minister machtigt besluiten te nemen tot uitvoering van het ontworpen statuut, kan niet aanvaard worden.

De bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikelen 6 tot 8
(die de artikelen ll tot 13 worden).

1. De artikelen 6 tot 8, die de artikelen 11 tot 13 worden, zijn algemene bepalingen, terwijl de artikelen 9 tot 12, die de artikelen 14 tot 17 worden, rechtstreeks betrekking hebben op de vergelijkende wervingsexamens.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het hoofdstuk I van Titel II zou moeten worden ingedeeld in twee afdelingen :

Afdeling 1. - Algemene bepalingen (de artikelen ll tot 13).

Afdeling 2. - Vergelijkende wervingsexamens (de artikelen l4 tot 17).

2. Aan de toelaatbaarheidsvereisten die worden bepaald in de artikelen 6 en 7 van het ontwerp, moet worden voldaan door iedere ambtenaar, op proef of vastbenoemd, met dien verstande dat om een vaste benoeming te verkrijgen een proeftijd moet worden doorgemaakt.

3. Artikel 7 bepaalt als toelaatbaarheidsvereiste dat men moet "Belg zijn".

Artikel 48 van het Verdrag van Rome garandeert het vrije verkeer van werknemers. Lid 4 van dat Verdrag bepaalt evenwel :

"De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de betrekkingen in overheidsdienst".

Die bepaling plaatst een samenstel van betrekkingen die volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming inhouden aan de uitoefening van het openbaar gezag en aan de ambten die de bescherming van de algemene belangen van de Staat en de andere openbare lichamen tot doel hebben, buiten de werkingssfeer van de eerste drie leden van datzelfde artikel (1).

Er behoort te worden gepreciseerd dat de nationaliteitsvoorwaarde alleen kan worden opgelegd voor de leidinggevende ambten in de zin van de rechtspraak van het Hof. De andere ambten kunnen worden bekleed, zowel door ingezetenen, als door onderdanen van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de artikelen 6, 7 en 8, die de artikelen 11, 12 en 13 worden :

"Afdeling 1. - Algemene bepalingen.

---

(1) Arrest Commissie/Koninkrijk België, van 26 mei 1982, Jurisprudentie van het Hof van Justitie, blz. 1845.

Art. 11. Niemand kan tot ambtenaar van de Regie worden benoemd indien hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de voor de te verlenen betrekking bepaalde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;

2° slagen voor het voorgeschreven vergelijkend wervingsexamen;

3° met goed gevolg de proeftijd voor de vastbenoemde ambtenaren volbrengen;

4° volgens door Ons vast te stellen nadere regelen, bewijzen de lichamelijke geschiktheid voor het uit te oefenen ambt te bezitten.

Art. 12. Niemand kan tot ambtenaar van de Regie worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten :

1° voor de uitoefening van de ambten die een deelneming aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden, Belg zijn en voor de uitoefening van de andere ambten, Belg zijn of onderdaan van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;
2° ... (zoals in het ontwerp);

3° ... (zoals in het ontwerp);

4° aan de militieplichten voldoen;

5° op de overeenkomstig artikel 14, § 2, bepaalde datum de leeftijd van vijftig jaar niet bereikt hebben;

6° houder zijn ... overeenkomstig de als bijlage II opgenomen lijst.

Tenzij in de besluiten tot uitvoering van dit statuut anders is bepaald, ... tot de graden van de lagere niveaus.

Art. 13. § 1. Wanneer de aard van de uit te oefenen ambten zulks vereist, kan de minister bijzondere toelaatbaarheidsvereisten vaststellen voor de werving in bepaalde graden of betrekkingen.

Hij kan :

1° een leeftijdsgrens beneden vijftig jaar stellen;

2° een minimumleeftijd opleggen;

3° het bezit opleggen van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften aan te wijzen onder die welke zijn opgesomd in de lijst die is opgenomen als bijlage II;

4° bijzondere vereisten inzake beroepsbekwaamheid opleggen;

5° de elementaire of grondige kennis van één of meer vreemde talen opleggen.

§ 2. (zoals in het ontwerp).

§ 3. (zoals in het ontwerp).

§ 4. De minister kan tot een bepaald vergelijkend wervingsexamen als gegadigden toelaten de studenten die een attest kunnen overleggen ... dat zij het laatste jaar doen van de studie vereist voor het behalen van het diploma of studiegetuigschrift.

Evenwel kunnen de met toepassing van het eerste lid tot het vergelijkend wervingsexamen toegelaten ...".

Na artikel 8, dat artikel 13 wordt, dient het volgende opschrift te worden ingevoegd :

"Afdeling 2. Vergelijkende wervingsexamens".

Artikel 9
(dat artikel 14 wordt).

Zoals er op algemene wijze op gewezen zal worden in de slotopmerkingen, is er geen reden voor een indeling in paragrafen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Afdeling 2. Vergelijkende wervingsexamens.

Art. 14. De vergelijkende wervingsexamens worden georganiseerd voor benoeming in de graden die als bijlage III worden opgesomd.

De gegadigden moeten voldoen aan de vereisten inzake leeftijd, diploma's of studiegetuigschriften, en in voorkomend geval, aan de bijzondere vereisten inzake beroepsbekwaamheid, op de uiterste datum van inschrijving voor het vergelijkend examen.

De ambtenaren die reeds in dienst zijn worden van het leeftijdsvereiste vrijgesteld wanneer zij solliciteren naar een betrekking bedoeld in het eerste lid, voor zover geen bijzonder leeftijdsvereiste wordt gesteld".

Artikel 10, § 1
(dat artikel 15 wordt).

Van artikel 10, § 1, dient een afzonderlijk artikel te worden gemaakt, dat artikel 15 zou worden en als volgt zou worden geredigeerd :

"Art. 15. De minister bepaalt het programma van de vergelijkende examens en het reglement van orde betreffende de organisatie ervan".

Artikel 10, § 2, eerste en tweede lid
(dat artikel 16 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 10, § 2, eerste en tweede lid, dat artikel 16 wordt :

"Art. 16. De vergelijkende examens hebben plaats wanneer dit voor de behoeften van de Regie noodzakelijk is.

De vergelijkende examens die georganiseerd worden met de bedoeling een vooraf bepaald aantal betrekkingen te verlenen, heten vergelijkende examens met inzet.

De vergelijkende examens die georganiseerd worden met de bedoeling een wervingsreserve aan te leggen, heten vergelijkende examens zonder inzet".

Artikel 10, § 2, derde lid
(dat artikel 17 wordt).

Van dat derde lid dient een afzonderlijk artikel 17 te worden gemaakt.

De gemachtigden van de minister zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 17. De vergelijkende examens worden aangekondigd door een in het Belgisch Staatsblad te plaatsen bericht en door elk ander middel van bekendmaking dat passend wordt bevonden, inzonderheid door een bericht aan het personeel".

Het volgende lid behoort eraan toegevoegd te worden :

"Het bericht vermeldt ten minste de voorwaarden om aan het vergelijkend examen te mogen deelnemen, alsook de

bijzondere vereisten waaraan de gegadigden moeten voldoen om benoemd te kunnen worden".

Artikel 11
(dat artikel 18 wordt).

Het zou beter zijn het tweede lid, 1°, als volgt te stellen :

"1° een stemgerechtigde voorzitter, aangewezen onder de ambtenaren van de Regie, bekleed met een graad van ten minste rang 13".

Het tweede lid, 2°, zou aldus gesteld moeten worden :

"2° ten minste twee bijzitters, gekozen wegens ...".

Artikel 12
(dat artikel 19 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 2, eerste lid :

"§ 2. De geslaagden voor een vergelijkend examen met inzet die niet voor benoeming in aanmerking komen, alsmede de geslaagden voor een vergelijkend examen zonder inzet, behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende twee jaar te rekenen van de datum van goedkeuring van het proces-verbaal van het vergelijkend examen".

*

Hoofdstuk 2 dient te worden geschreven als hoofdstuk II.

*

Artikel 13
(dat artikel 20 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 20. De geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen treden in dienst in de volgorde van hun rangschikking.

De geslaagden wier indiensttreding wegens een wettig beletsel wordt uitgesteld, behouden het voordeel van hun plaats in de rangschikking. Zij treden in dienst zodra dit beletsel ophoudt te bestaan.

Die geslaagden die wegens persoonlijke aangelegenheden uitstel van indiensttreding vragen, verliezen het voordeel van hun rangschikking in het geval aan hun verzoek wordt voldaan en kunnen eerst tot de proeftijd worden toegelaten in het geval vóór het verstrijken van de geldigheidstermijn van het vergelijkend examen een betrekking openvalt".

Artikel 14
(dat artikel 21 wordt).

Tijdens de opzeggingsperiode vallen de rijksstagiairs hetzij onder het statuut van de tijdelijke ambtenaren, hetzij onder dat van het tijdelijk werklieden-personeel. Het ontwerp onderwerpt de ambtenaren op proef aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en verklaart op hen een opzeggingsregeling van toepassing die verschilt van de regeling ingesteld bij deze wet.

Ofwel blijven de ambtenaren op proef die ongeschikt zijn verklaard onderworpen aan een statutaire regeling, ook al is deze gedeeltelijk, en in dat geval kunnen de bijzondere opzeggingsvoorwaarden gesteld in het ontwerp gehandhaafd blijven, ofwel zijn die ambtenaren onderworpen aan de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten zoals is bepaald in het ontwerp, in welk geval artikel 14 onwettig is in zoverre het van die wet afwijkt.

De tekst moet worden herzien in het licht van de keuze die zal worden gemaakt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20.

Artikel 15.

Dit artikel moet artikel 22 worden.

Artikel 16
(dat de artikelen 23 en 24 wordt).

Paragraaf 1 bepaalt de normale duur van de proeftijd die moet worden vervuld met het oog op een benoeming in vast verband.

Paragraaf 2, a, regelt het bijzondere geval van de kandidaat-ambtenaren, te weten de geslaagden die bijzondere cursussen en opleidingsstages moeten volgen alvorens tot de proeftijd te worden toegelaten; paragraaf 2, b) en c), daarentegen heeft betrekking op ambtenaren die reeds tot de proeftijd zijn toegelaten.

Die bepalingen moeten in onderscheiden artikelen of paragrafen worden ondergebracht.

Voor artikel 16, § 1, dat artikel 23 zou worden, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 23. De benoeming in vast verband is afhankelijk van het vervullen van een proeftijd van één jaar voor niveau 1, zes maanden voor niveau 2 en drie maanden voor de niveaus 3 en 4.

Die periode kan in het geval omschreven in artikel 25, § 1, verlengd worden met ten hoogste een derde van de normale duur".

Voor artikel 16, § 2, dat artikel 24 zou worden, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 24. § 1. De benoeming in vast verband kan voor sommige graden afhankelijk worden gesteld van :

1° het vervullen van een langere proeftijd dan die welke is voorgeschreven bij artikel 23, eerste lid;

2° het slagen voor een examen aan het eind van de proeftijd.

§ 2. De toelating tot de proeftijd kan voor sommige graden voorafgegaan worden door vormingscursussen die afgesloten worden met een examen en, in voorkomend geval, door opleidingsstages.

Tijdens die periode van vorming en opleiding hebben de geslaagden de hoedanigheid van kandidaat-ambtenaar. Zij worden voor de toepassing van dit besluit gelijkgesteld met de ambtenaren op proef.

Na afloop van die periode maakt de bevoegde hiërarchische meerdere een met redenen omkleed verslag op omtrent het gedrag van iedere gegadigde.

§ 3. De minister bepaalt de programma's en de regels omtrent het organiseren van de vormingscursussen, de examens en de opleidingsstages alsook de samenstelling van de examencommissies".

Artikel 17
(dat artikel 25 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 25. § 1. Na afloop van de proeftijd maakt de bevoegde hiërarchische meerdere een omstandig verslag op over de wijze van dienen van de ambtenaar op proef.

Het verslag wordt geviseerd door de ambtenaar waarop het betrekking heeft. Het wordt langs hiërarchische weg ter fine van beslissing doorgezonden aan de tot benoemen bevoegde overheid.

Na inzage van het verslag kan deze bij een met redenen omklede beslissing de duur van de proeftijd verlengen.

§ 2. In het verslag bedoeld in paragraaf 1 wordt voorgesteld, naargelang van het geval :

1° de benoeming van de ambtenaar in vast verband;

2° de toelating van de ambtenaar tot het examen bedoeld in artikel 24, § 1, 2°;

3° de verlenging van de proeftijd na afloop waarvan de bevoegde hiërarchische meerdere een nieuw omstandig verslag opmaakt over de wijze van dienen van de ambtenaar;

4° de afdanking van de ambtenaar, welke afdanking reeds tijdens de proeftijd kan worden voorgesteld indien ...;

5° de terugplaatsing van de ambtenaren in hun vroegere graad, waarin zij hun rangschikking en de daaraan verbonden rechten behouden".

Artikel 18
(dat artikel 26 wordt).

1. De verwijzing naar artikel 17, § 2, 3°, 4° en 5°, moet worden vervangen door "artikel 25, § 2, 3°, 4° en 5°".

2. De woorden "betreffende de Raad van Beroep" dienen te vervallen.

Artikel 19
(dat artikel 27 wordt).

Onder het kwestieuze examen wordt verstaan het examen dat is bepaald in artikel 16, § 2, a, van het ontwerp, namelijk het examen georganiseerd na afloop van vormingscursussen ten behoeve van de kandidaat-ambtenaren, of nog het examen bedoeld in artikel 16, § 2, c, te weten het examen aan het eind van de proeftijd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 27. § 1. De ambtenaren die niet geslaagd zijn voor de examens waarvan sprake is in artikel 24, § 1, 2°, en § 2, eerste lid, mogen een herexamen afleggen.

Dat examen wordt georganiseerd in de loop van de tweede maand na de kennisgeving van de uitslag van het eerste examen. Wanneer bijzondere omstandigheden zulks wettigen, kan de leidend ambtenaar die termijn verlengen.

§ 2. De niet voor het herexamen geslaagde ambtenaren worden naargelang van het geval afgedankt door de tot benoemen bevoegde overheid, ofwel in hun vroegere graad teruggeplaatst met behoud van hun rangschikking in die graad en van de daaraan verbonden rechten.

§ 3. Paragraaf 2 is eveneens toepasselijk op de kandidaat-ambtenaren over wie na afloop van de periode van vorming en opleiding een ongunstig verslag is uitgebracht".

Artikel 20
(dat artikel 27 wordt).

Men schrijve "bepalingen" in plaats van "beschikkingen".

Artikel 21
(dat artikel 29 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 29. De in vast verband benoemde ambtenaren hebben rang in hun graad vanaf de dag van hun benoeming op proef of van hun aanstelling tot kandidaat-ambtenaar".

Artikel 22
(dat artikel 30 wordt).

Aan het eind van het eerste lid schrijve men : "... en nauwgezet hun dienstverplichtingen in deze instelling na te komen".

Artikel 23
(dat artikel 31 wordt).

Van de laatste volzin moet een afzonderlijk lid worden gemaakt : "Zij moeten ... van hun ambt".

Artikelen 24 tot 27.

Deze artikelen moeten de artikelen 32 tot 35 worden.

Artikel 28
(dat artikel 36 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 36. Afgezien van de toepassing van de strafwetten wordt iedere overtreding van de bepalingen van deze titel gestraft met een van de bij artikel 40 gestelde tuchtstraffen".

Titel IV. - Onverenigbaarheden.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de voor het rijkspersoneel geldende regeling wordt overgenomen, te weten de artikelen 49 en 51 van het statuut van 2 oktober 1937, wat tot de volgende tekst leidt :

Artikel 29
(dat artikel 37 wordt).

"Art. 37. Met de hoedanigheid van ambtenaar van de Regie is onverenigbaar elke bezigheid die door de ambtenaar zelf of door een tussenpersoon verricht wordt en die het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van zijn ambt in strijd is".

Nieuw artikel 38.

"Art. 38. Met de hoedanigheid van ambtenaar van de Regie wordt bovendien onverenigbaar geacht elke, zelfs onbezoldigde opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerken.

Deze bepaling vindt echter geen toepassing op voogdij en op curatele over onbekwamen, evenmin als op opdrachten die namens de Regie in private ondernemingen uitgeoefend worden".

Nieuw artikel 39.

"Art. 39. Van artikel 38 kan, op schriftelijk verzoek van de belanghebbende en op verslag van de directieraad, door Ons afgeweken worden, inzonderheid waar het om het beheer van familiebelangen gaat".

Artikel 30
(dat artikel 40 wordt).

Paragraaf 3.

Het woord "doorhaling" dient vervangen te worden door het woord "uitwissing" en het woord "bekomen" door het woord "krijgen".

Paragraaf 5.

In het derde lid schrijve men :

"... op de dag waarop de toekenning van die graad uitwerking heeft".

Paragraaf 6.

De woorden "op de individuele fiche" dienen te worden vervangen door de woorden "in het dossier".

Artikel 31
(dat artikel 41 wordt).

In een dermate belangrijke aangelegenheid verdient het aanbeveling de straffen te noemen, eerder dan te verwijzen naar de bepaling waarin zij worden opgesomd.

Men schrijve dus :

"Art. 41. De terechtwijzing en de blaam worden uitgesproken :

1° (zoals in het ontwerp);

2° (zoals in het ontwerp);

3° (zoals in het ontwerp).

De inhouding van wedde, de verplaatsing bij tuchtmaatregel en de tuchtschorsing worden uitgesproken ... (voorts zoals in het ontwerp).

De terugzetting in graad en de afzetting worden uitgesproken ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikelen 32 en 33
(die artikel 42 worden).

1. Het bepaalde in artikel 32 betreft de definitieve voorstellen; daarbij behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- De uitgewerkte regeling is zeer omslachtig, zoals blijkt uit de opsomming van de autoriteiten die naargelang van het geval bevoegd zijn om die voorstellen op te maken.

- Er wordt gebruik gemaakt van het begrip "onmiddellijke meerdere", dat in concreto dient te worden beoordeeld, waarbij zich tal van geschillen kunnen voordoen.

De procedure voorgeschreven in het statuut van 2 oktober 1937 is minder omslachtig. Zij biedt meer waarborgen aan de ambtenaar doordat zij in alle gevallen voorziet in het optreden van de directieraad. Aangezien deze collegiaal is samengesteld, biedt hij de waarborg van objectiviteit, waaraan het zou kunnen ontbreken indien het een ambtenaar betrof die heel alleen optreedt. De directieraad kan tevens zorgen voor een zekere eenheid van de rechtspraak ter zake.

Bovendien waarborgt het begrip "bevoegde hiërarchische meerdere aangewezen door de minister" in aanmerkelijk hogere mate de rechtszekerheid.

2. In verband met paragraaf 3, tweede lid, van artikel 33 dient de volgende opmerking te worden gemaakt :

Aangezien iedere verordeningsbepaling ontbreekt waarbij wordt voorzien in de voorlopige schorsing in het belang van de dienst, vraagt de Raad van State zich af wat de strekking is van de woorden "tenzij een verordeningsbepaling uitdrukkelijk anders luidt".

De materie van de voorlopige schorsing in het belang van de dienst zou moeten worden verwerkt in bijzondere bepalingen, die een nieuwe titel zouden vormen.

Onder laatstgenoemd voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 42. § 1. Andere tuchtstraffen dan de terechtwijzing en de blaam worden uitgesproken na een voorlopig voorstel door de bevoegde hiërarchische meerdere.

Deze zendt zijn voorstel gelijktijdig door naar de overheid die ermee belast is het definitieve voorstel uit te brengen en naar de overheid die bevoegd is om de tuchtstraf uit te spreken.

Het definitieve voorstel wordt uitgebracht :

1° voor de leidend ambtenaar, door de minister;

2° voor de overige ambtenaren van rang 16, door de secretaris-generaal van het ministerie waaronder de burgerluchtvaart ressorteert;

3° voor de overige ambtenaren, door de directieraad.

De bevoegde overheid brengt het definitieve voorstel uit binnen twee maanden na de dag volgend op die waarop het voorlopige voorstel haar is medegedeeld.

§ 2. Van het definitieve voorstel wordt aan de betrokkene kennis gegeven door de overheid bevoegd om de tuchtstraf uit te spreken. Indien de kennisgeving evenwel niet heeft plaatsgehad binnen een maand te rekenen van de dag waarop het definitieve voorstel aan die overheid is medegedeeld, wordt deze geacht ervan af te zien de tuchtstraf op te leggen.

§ 3. De ambtenaar tegen wie een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing of de blaam definitief wordt voorgesteld, beschikt over tien dagen, te rekenen van de kennisgeving van het voorstel, om zich tot de raad van beroep te wenden, die vóór iedere beslissing van de overheid een gemotiveerd advies uitbrengt.

§ 4. De minister bepaalt welke hiërarchische meerderen voor de toepassing van de artikelen 41 en 42, § 1, eerste lid, bevoegd zijn.

§ 5. De bevoegde overheid kan geen zwaardere tuchtstraf uitspreken dan die welke definitief voorgesteld is.

Een tuchtstraf kan geen uitwerking hebben over een periode vóór de uitspraak, tenzij een verordeningsbepaling uitdrukkelijk anders luidt.

Artikel 34
(dat artikel 43 wordt).

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 2. Wanneer de ambtenaar meer dan één feit ten laste wordt gelegd, wordt één enkele procedure aangespannen. Slechts één tuchtstraf kan worden uitgesproken".

In het tweede lid schrijve men :

"Wanneer in de loop van een tuchtprocedure de ambtenaar een nieuw feit ten laste wordt gelegd, ...".

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"§ 3. De tuchtvordering wordt geschorst totdat een definitieve beslissing is genomen over de in voorkomend geval ingestelde strafvordering".

Het tweede lid schrijft een rechtsregel voor die buitensporig is in zoverre bepaald wordt dat de administratieve overheid steeds een tuchtstraf zou kunnen uitspreken, ongeacht het resultaat van de strafvordering, hoewel - indien bijvoorbeeld blijkt uit een vonnis of een arrest dat de betrokkene de hem ten laste gelegde feiten niet heeft gepleegd - een dergelijke beslissing de tuchtrechtelijke overheid bindt.

Het tweede lid dient te vervallen. Het wegvallen van deze bepaling zal immers de tuchtrechter niet beletten diegene te straffen die is vrijgesproken op grond dat het door hem gepleegde feit geen strafbaar feit in strafrechtelijke zin is, of in voorkomend geval diegene niet te straffen die strafrechtelijk is veroordeeld.

Artikel 35
(dat artikel 44 wordt).

De ontworpen bepaling neemt artikel 80 over van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. In recentere bepalingen is het begrip "doorhaling" echter vervangen door het begrip "uitwissing", dat juister is aangezien die maatregel automatisch toepassing vindt; zulks is inzonderheid het geval in de artikelen 619 en 620 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wetten van 7 april 1964 en 9 januari 1991 betreffende de uitwissing van veroordelingen en het eerherstel in strafzaken. Het begrip "doorhaling" is bovendien bijzonder dubbelzinnig, omdat het in andere tuchtregelingen eveneens dient om een straf aan te duiden.

Derhalve wordt voorgesteld het begrip "doorhaling" te vervangen door het begrip "uitwissing".

Paragraaf 1.

1. Het woord "doorgehaald" dient te worden vervangen door het woord "uitgewist".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De uitwissing van de straf heeft niet tot gevolg dat vrijstelling wordt verleend van de tenuitvoerlegging ervan. Daarentegen mag er geen rekening meer mee worden gehouden, inzonderheid bij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 2.

1. De indeling moet worden genummerd in 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en 6°.

2. Het begin van paragraaf 2 moet als volgt worden gesteld :

"§ 2. De uitwissing van de tuchtstraffen geschiedt van ambtswege na het verstrijken van een tijdvak vastgesteld op : ...".

3. Het verdient aanbeveling om in het laatste lid van paragraaf 2 "tijdvak" te schrijven in plaats van "termijn".

Artikel 36
(dat artikel 45 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 45. De tuchtrechtelijke overheid kan geen tuchtrechtelijke vervolgingen meer instellen na het verstrijken van een termijn van zes maanden na de datum waarop zij de strafbare feiten heeft vastgesteld of daarvan kennis heeft genomen.

In geval van strafvervolgingen wegens dezelfde feiten, gaat die termijn in op de dag waarop de rechterlijke overheid de tuchtrechtelijke overheid er kennis van geeft dat er een eindbeslissing is genomen of dat de strafrechtelijke procedure niet wordt voortgezet".

Artikel 37
(dat artikel 46 wordt).

In de Franse tekst van het eerste lid behoren de woorden "qui est" te vervallen.

Artikel 38
(dat artikel 47 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"Art. 47. De bevoegde hiërarchische meerdere stelt de beoordeling voor die hij meent te moeten toekennen aan

iedere ambtenaar. Hij maakt daartoe voor ieder van die ambtenaren gebruik van een beoordelingsstaat waarvan het model door Ons wordt vastgesteld".

Het tweede lid behoort een onderscheiden artikel te worden met nummer 48 en luidende :

"Art. 48. De beoordelingen die in de beoordelingsstaat worden geformuleerd, worden samengevat in een van de volgende vermeldingen, welke vermelding de eigenlijke beoordeling vormt, namelijk "goed", "voldoende", "slecht".

Artikel 39
(dat artikel 49 wordt).

In paragraaf 1, derde lid, laatste zin, behoort er te worden geschreven : "Zij moeten door de betrokkene worden geviseerd op het ogenblik dat zij worden aangetekend in het dossier".

Artikel 40.

Dit artikel moet artikel 50 worden.

Artikel 41
(dat artikel 51 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 2 :

"§ 2. Aan de ambtenaar wordt een nieuwe beoordeling toegekend :

1° indien er in zijn dossier sedert de toekenning van de laatste beoordeling feiten of bevindingen zijn genoteerd die deze beoordeling kunnen wijzigen;

2° indien hij sedert zijn laatste beoordeling tot een andere graad is benoemd dan die welke hij bekleedde op het ogenblik dat die beoordeling werd toegekend;

3° indien hij daartoe een met redenen omklede aanvraag indient.

De beoordeling moet worden toegekend binnen zes maanden na het in 1°, 2° en 3° bedoelde feit dat daartoe de aanleiding vormt".

Artikel 42
(dat artikel 52 wordt).

Die bepaling moet worden aangevuld met het aangeven van de beroepstermijn.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 52. De ambtenaar die ... kan binnen ... dagen na de kennisgeving van die beslissing beroep instellen bij de raad van beroep".

Artikel 43
(dat artikel 53 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 53. Er wordt een raad van beroep ingesteld. Hij heeft tot taak kennis te nemen van de beroepen in tuchtzaken en daarnaast ook van de aanvragen om herziening van de beoordeling en de andere maatregelen of voorstellen waartegen, met toepassing van de bepalingen van dit statuut of van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, bij de raad kan worden opgekomen.

De raad van beroep brengt met redenen omklede adviezen uit".

Artikel 44
(dat artikel 54 wordt).

1. In paragraaf 1, tweede lid, behoren de woorden "waartoe ... behoort" te vervallen en te worden vervangen door het woord "van".

2. Paragraaf 2 zou moeten worden ingevoegd in een artikel 45, dat artikel 55 zou worden. Hiervoor wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 55. § 1. De raad van beroep bestaat uit :

1° een voorzitter, magistraat of ere-magistraat, door Ons benoemd, die het voorzitterschap waarneemt van de twee afdelingen en de kennis van het Nederlands en het Frans moet bewijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken;

2° per afdeling, assessoren gekozen uit de vastbenoemde ambtenaren in actieve dienst, die ten minste 35 jaar oud zijn, 15 jaar goede dienst tellen en als volgt worden aangewezen :

a) de helft door de Minister,

b) de andere helft door de representatieve vakorganisaties, naar rato van een assessor per vakorganisatie.

3° per afdeling, een niet-stemgerechtigde griffier-rapporteur, aangewezen door de Minister;

4° plaatsvervangers, namelijk een voorzitter, een griffier en assessoren, die op dezelfde manier zijn aangewezen als de gewone leden.

Representatief zijn de vakorganisaties die voldoen aan de voorwaarden van artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De assessoren aangewezen door de vakorganisaties moeten door de Minister worden erkend.

§ 2. In elke zaak wijst de Minister of zijn gemachtigde een ambtenaar aan om het betwiste voorstel te verdedigen.

Die ambtenaar mag niet aan de beraadslaging deelnemen. In het advies wordt vermeld dat dit verbod is nageleefd".

Artikel 46
(dat artikel 56 wordt).

1. De vermelding "§ 1" dient te vervallen.

2. Wat paragraaf 1 betreft, die het eerste lid wordt, geldt dat om te vermijden dat al te vaak een beroep wordt gedaan op "tijdelijke" assessoren, het beter zou zijn voor te schrijven dat de assessoren ook een rang kunnen bekleden die ten minste gelijk is aan die van de verzoeker.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"Art. 56. De gewone of de plaatsvervangende assessoren ... moeten tot een rang behoren die ten minste gelijk is aan die van de verzoeker".

Artikel 47
(dat artikel 57 wordt).

Wil men rekening houden met de lezing die voor artikel 45 wordt voorgesteld, dan moet de verwijzing naar dat artikel worden aangepast.

In het eerste lid schrijve men "aanwezig" in plaats van "aangewezig".

In het tweede lid schrijve men "vakorganisaties" in plaats van "vaksorganisaties", alsook "In voorkomend geval" in plaats van "Bij voorkomend geval".

Artikel 48
(dat artikel 58 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"Gewraakt wordt bovendien de assessor die een bloed- of aanverwant van de verzoeker is tot in de vierde graad, alsmede hij die naar het oordeel van de voorzitter, als rechter in eigen zaak zou kunnen worden beschouwd".

Artikel 49
(dat artikel 59 wordt).

Ter wille van de eenvormigheid in de terminologie, ligt het voor de hand dat het woord "appellant" wordt vervangen door het woord "verzoeker", dat reeds in de artikelen 46, 51 en 52 van het ontwerp voorkomt.

Men schrijve derhalve "... verschijnt de verzoeker persoonlijk;".

Artikel 50
(dat artikel 60 wordt).

Het woord "ambtenaar" moet om de in verband met artikel 49 van het ontwerp opgegeven reden worden vervangen door het woord "verzoeker".

Artikel 51.

Dit artikel moet artikel 61 worden.

Artikel 52
(dat artikel 62 wordt).

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat aan het derde lid de volgende zin moet worden toegevoegd : "Elke beslissing die ongunstiger is dan het advies wordt met redenen omkleed".

Artikel 53
(dat artikel 63 wordt).

Het zou beter zijn artikel 53 als volgt te redigeren :

"Art. 63. De raad van beroep maakt zijn huishoudelijk reglement op met goedkeuring van de minister".

Artikel 54.

Artikel 54 stemt overeen met artikel 96 van het statuut van 1937.

De persoonlijke aansprakelijkheid van de ambtenaar die een fout begaat ten opzichte van de Staat is onbeperkt en dit vormt de voornaamste hinderpaal voor de praktische toepassing ervan. De "culpa levissima" brengt mede dat de ambtenaar verplicht is de schade die hij heeft berokkend, onverschillig de omvang ervan, in haar geheel te vergoeden. Daarom hebben de makers van het statuut de respectieve belangen willen verzoenen door met een administratieve procedure van tuchtrechtelijke aard te werken, met het oog op het bepalen van de bijdragen. Die procedure die is ingegeven door regelingen die reeds van kracht zijn in sommige diensten, verleent aan de minister de bevoegdheid om op advies van de directieraad de aansprakelijkheid vast te stellen en het bedrag te bepalen, dat uiteraard slechts een gedeelte is van de berokkende schade, van de aan de Staat verschuldigde schadevergoeding.

Die regeling is ongrondwettig daar de minister, die met een eenzijdige beslissing bepaalt welke bijdrage de ambtenaar moet leveren in het herstel van de door de Staat

geleden schade, hierdoor noodzakelijkerwijs beslist over burgerlijke rechten en zich aldus op het terrein van de voorrechten van de rechterlijke macht begeeft.

Alleen een optreden van de wetgever zou dat bezwaar kunnen vermijden.

Artikel 54 moet derhalve vervallen. Zo ook titel VIII, die slechts die bepaling bevat. Titel IX moet bijgevolg titel VIII worden.

Artikel 55
(dat artikel 64 wordt)

Onder punt b), dat 2° wordt, is het beter te schrijven :

"2° de ambtenaren bekleed met een graad ingedeeld bij rang 16 en rang 15".

*

Titel X wordt titel IX.

*

De artikelen 56 tot 59.

Die artikelen moeten de artikelen 65 tot 68 worden.

Artikel 58
(dat artikel 67 wordt).

Men schrijve "gelijkwaardig ... aan" in plaats van "gelijkwaardig ... met".

Artikel 60
(dat artikel 69 wordt).

Het zou beter zijn dat artikel 60 als volgt wordt geredigeerd :

"Art. 69. De bevordering in een vlakke loopbaan bestaat in opeenvolgende benoemingen van een ambtenaar tot graden van een steeds hogere rang van een zelfde niveau, die in afwijking van artikel 68, plaats hebben zonder dat er vaste betrekkingen van de te verlenen graden vacant zijn en zonder verplichting voor de betrokkene om te solliciteren".

Artikel 61
(dat artikel 70 wordt).

1. In het eerste lid schrijve men "verkrijgen" in plaats van "bekomen".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"De benoeming tot de graad van "eerste" bestaat in een verhoging in graad of in een verandering van graad, die in afwijking van artikel 68 plaats heeft zonder dat er een betrekking van de te verlenen graad vacant is.

Zij is afhankelijk van het slagen voor een vakexamen. De bijkomende voorwaarden voor benoeming tot de graad van "eerste" worden door Ons vastgesteld".

Artikel 62
(dat artikel 71 wordt).

1. In het eerste lid behoort er te worden verwezen naar artikel 70; de woorden "van dit besluit" zijn overbodig en moeten vervallen.

Men schrijve : "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van".

2. De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"De benoeming tot de graad van "eerstaanwezend" bestaat in een bevordering of in een verandering van graad en wordt verleend zonder verplichting voor de betrokkene om te solliciteren.

De bijkomende voorwaarden voor de benoeming tot de graad van "eerstaanwezend" worden door Ons vastgesteld".

Artikel 63
(dat artikel 72 wordt).

Er behoort te worden verwezen naar artikel 68 in plaats van naar artikel 59 en de woorden "van het statuut" moeten vervallen.

Artikel 64
(dat artikel 73 wordt).

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 73. De ambtenaar moet, om te mogen deelnemen aan een examen voor verhoging in graad, een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid, een speciaal examen of een vakexamen, respectievelijk om een bevordering of een verandering van graad te verkrijgen, zich bevinden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 65
(dat artikel 74 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 74. Een ministerieel besluit kan, afgezien van de voorwaarden van rang en anciënniteit die door dit besluit worden vastgesteld, voor elk van de door bevordering of verhoging in graad te verlenen graden de lijst vaststellen van de graden die er toegang toe verlenen, door eventueel de aanvullende en bijzondere voorwaarden inzake leeftijd en beroepsbekwaamheid te bepalen naar gelang van de aard van de betrekking die met de te verlenen graad overeenstemt".

Artikel 66
(dat artikel 75 wordt).

Dit artikel heeft betrekking op de bekendmaking van de openstaande betrekkingen en tevens van de benoemingen. Het zou beter zijn dat de twee wijzen van bekendmaking afzonderlijk worden behandeld.

Het zou overigens beter zijn het eerste lid, dat het eerste en het tweede lid wordt als volgt te redigeren :

"Art. 75. De minister bepaalt de wijze waarop aan de ambtenaren ter kennis wordt gebracht dat een bij wege van verandering van graad of van bevordering te verlenen betrekking vacant is.

Alleen de titels van de ambtenaren die gesolliciteerd hebben in de vorm en binnen de termijn bepaald in de

door de minister uitgevaardigde verordening, worden in aanmerking genomen".

Het tweede lid moet een onderscheiden artikel vormen met nummer 76 en luidende :

"Art. 76. Voorafgaand aan iedere benoeming bij wege van verandering van graad en iedere bevordering bij wege van verhoging in graad wordt een voorstel gedaan.

Het voorstel wordt ter kennis van alle gegadigden gebracht.

Zij kunnen overeenkomstig de door de minister vastgestelde regels tegen het voorstel tot benoeming een met redenen omkleed bezwaarschrift indienen".

Een afzonderlijk artikel, dat betrekking heeft op de bekendmaking van de benoemingen, zou worden ingevoegd onder het nummer 77 en als volgt luiden :

"Art. 77. De benoemingen worden volgens de door de minister bepaalde regels ter kennis gebracht van de ambtenaren".

Artikel 67.

Dit artikel kan vervallen. Met artikel 68 kan men volstaan om te bepalen dat de overgang naar bepaalde graden van het hogere niveau afhankelijk is van het slagen voor een vergelijkend examen.

Artikel 68
(dat artikel 78 wordt).

Het zou beter zijn die bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 78. § 1. De vergelijkende examens voor de overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd voor de bevordering bij wege van overgang naar de graden ingedeeld bij rang 11, 20 of 30".

In afwijking van ... (voorts zoals in het eerste lid van artikel 69 van het ontwerp).

De minister stelt ... (voorts zoals in het tweede lid van artikel 69 van het ontwerp).

Sommige graden van andere rangen bepaald door Ons kunnen evenwel eveneens door overgang naar het hogere niveau worden verleend.

De minister stelt de voorwaarden voor deelneming aan het vergelijkend examen vast zonder dat hij evenwel de in paragraaf 2 gestelde termijnen van niveau-anciënniteit mag inkorten.

§ 2. Aan een vergelijkend examen voor de overgang naar het hogere niveau mogen deelnemen :

1° voor de bevordering tot een graad van rang 11 :

a) de ambtenaren die bekleed zijn met een graad die is ingedeeld bij rang 24 of 25 en die ten minste vijf jaar anciënniteit in niveau 2 tellen;

b) de ambtenaren die sedert ten minste twee jaar voldoen aan de vereisten om te worden benoemd tot een graad ingedeeld bij rang 24 of 25;

2° voor de bevordering tot een graad van rang 20 of 30, de ambtenaren die bekleed zijn met een graad van het niveau dat onmiddellijk lager is dan dat van de te verlenen graad, en die ten minste drie jaar anciënniteit hebben in dat niveau.

Een ministerieel besluit kan ... (voorts zoals in paragraaf 2, tweede lid, van artikel 68 van het ontwerp)".

Artikel 69.

Die bepaling, die in het tweede en het derde lid van artikel 68, § 1, van het ontwerp is opgenomen, moet vervallen.

Artikel 70
(dat artikel 79 wordt).

1. In het eerste lid schrijve men "regels omtrent de organisatie" in plaats van "inrichtingsmodaliteiten".

2. In het vierde lid zou de eerste zin een afzonderlijk lid kunnen vormen. Wil men de bedoeling van de stellers van het ontwerp in acht nemen, dan moeten de woorden "zonder beperking in de tijd" aan het einde worden toegevoegd.

De zin zou dan als volgt luiden :

"De niet voor benoeming in aanmerking komende geslaagden behouden het voordeel van hun goede uitslag zonder beperking in de tijd".

3. Het zou beter zijn de laatste zin, die het vijfde lid wordt, als volgt te redigeren :

"De geslaagden worden in de volgorde van hun rangschikking bevorderd tot de graad waarvoor zij aan een vergelijkend examen hebben deelgenomen".

*

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk III als volgt te stellen :

"Hoofdstuk III. - Bevordering door verhoging in graad".

*

Artikel 71
(dat artikel 80 wordt).

1. Voor paragraaf 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 80. § 1. Tot een graad van rang 16 kunnen worden bevorderd de ambtenaren die een graad van rang 15 bekleden en die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben".

2. In paragraaf 2 vervange men de woorden "voor zover zij" door de woorden "die".

Artikel 72
(dat artikel 81 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 81. Tot een graad van rang 15 kunnen worden bevorderd de ambtenaren van de rangen 14 en 13. De ambtenaren van rang 13 moeten ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben".

Artikel 73
(dat artikel 82 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 82. Tot de graden van rang 14 kunnen worden bevorderd de ambtenaren van rang 13 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben".

Artikel 74
(dat artikel 83 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 83. Tot de graden van rang 13 kunnen worden bevorderd de ambtenaren van de rangen 12 en 11 die ten minste negen jaar anciënniteit in niveau 1 hebben".

Artikel 75
(dat artikel 84 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 84. Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 72 en 78, § 1, tweede lid, kunnen tot de graden van rang 12 worden bevorderd, de ambtenaren van rang 11 die ten minste zeven jaar anciënniteit in niveau 1 hebben".

Artikel 76
(dat artikel 85 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 85. Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 72 en 78, § 1, eerste lid, kunnen tot de graden van rang 11 worden bevorderd, de ambtenaren van rang 10 die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben".

Artikel 77.
(dat artikel 86 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 86. De bevordering door verhoging in graad tot de in de artikelen 80 tot 85 bedoelde graden wordt bij keuze verleend na een met redenen omkleed advies van de directieraad".

Artikel 78
(dat artikel 87 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 87. De artikelen 76, 80 en 86 zijn niet van toepassing op de benoeming tot de graad van administrateur-generaal.

Tot die graad kunnen worden benoemd de ambtenaren van de rangen 16 en 15. De ambtenaren van rang 15 moeten ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben".

Artikel 79
(dat artikel 88 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 88. § 1. Tot een graad in de niveaus 2, 3 en 4 kunnen worden bevorderd de ambtenaren die ten minste drie jaar anciënniteit hebben in de rang van de graden die toegang verlenen tot de te verlenen graad.

De ranganciënniteit die in elk van die graden is verkregen kan worden samengevoegd.

§ 2. De bevordering door verhoging in graad, waarvoor geen slagen voor een examen wordt voorgeschreven, wordt verleend aan de ambtenaar die het best is gerangschikt volgens de bepalingen die gelden voor de rangschikking van de ambtenaren van de Regie.

Wanneer ambtenaren met graden van verschillende rangen naar een betrekking kunnen solliciteren, wordt de anciënniteit die elke ambtenaar in elk van die rangen heeft verkregen, met het oog op hun rangschikking samengeteld.

§ 3. De bevordering door verhoging in graad, waarvoor het slagen voor een examen wordt voorgeschreven, wordt verleend in deze volgorde :

1° aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de oudste datum is afgesloten;

2° wat de geslaagden voor een zelfde examen betreft, aan de geslaagde die het best is gerangschikt volgens paragraaf 2.

§ 4. ... (zoals in paragraaf 4 van het ontwerp, met dien verstande dat het woord "evenals" moet worden vervangen door het woord "alsmede" en het woord "modaliteiten" door de woorden "nadere regels voor".

Artikel 80
(dat artikel 89 wordt).

Het zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 89. De graden waaruit de vlakke loopbanen bestaan worden opgenoemd als bijlage IV bij dit besluit".

Artikel 81
(dat artikel 90 wordt).

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "Onverminderd ... heeft, wordt deze achtereenvolgens bevorderd tot elk van de graden van die loopbaan zodra hij negen jaar graadanciënniteit telt".

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men : "De Minister kan de bevordering afhankelijk stellen van het slagen voor een bijzonder examen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 2. De ambtenaar met een vlakke loopbaan kan noch door verhoging in graad, noch door verandering van graad, worden benoemd tot een andere graad dan de tot die vlakke loopbaan behorende graden".

De in het eerste lid gestelde regel geldt evenwel niet :

1° voor de ambtenaar met een vlakke loopbaan die solliciteert naar een graad ... of van een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid;

2° (zoals in het ontwerp).

3. In paragraaf 3 wordt naar artikel 68, § 3, verwezen. Het ontwerp bevat geen artikel 68, § 3. Men verwijze naar artikel 78, § 2.

Artikel 82
(dat artikel 91 wordt).

1. a) Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, als volgt te stellen :

"Art. 91. § 1. De Minister bepaalt de graden die bij wege van verandering van graad kunnen worden verleend alsmede de graden die er toegang toe verlenen".

b) In paragraaf 1, derde lid, is de aan de Minister opgedragen afwijkingsbevoegdheid te ruim; zij zou bijgevolg binnen bepaalde grenzen moeten worden afgebakend.

c) Het zou beter zijn paragraaf 1, vierde lid, als volgt te stellen :

"Het in het eerste lid bedoelde ministerieel besluit kan voor de verandering van graad het slagen voor een bijzonder examen voorschrijven of een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid die vereist is om het ambt van de te verlenen graad uit te oefenen; in die gevallen bepaalt het de nadere regelen van dat examen of van dat onderzoek en kan het een leeftijdsgrens opleggen".

2. Voor paragraaf 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. In alle gevallen wordt de benoeming door verandering van graad verleend :

1° bij keuze, na een met redenen omkleed advies van de directieraad, voor de graden van niveau 1;

2° volgens anciënniteit, voor de graden van de niveaus 2, 3 en 4".

*

Slotopmerking over de titel met betrekking tot de loopbaan.

Het koninklijk besluit van 7 november 1980 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige ambtenaren van de Regie der luchtwegen stelt bijzondere

voorwaarden vast voor de toegang tot bepaalde graden (1). Dat is het geval met het personeel van de administratieve diensten, de verkeersleidingsdiensten, de electriciteits-, verwarmings- en vervoerdiensten, de meteorologische diensten, de diensten der luchtvaartteleverbindingen, de brandweerdiensten en de technische diensten. Het besluit stelt eveneens algemene voorwaarden vast voor toegang tot bepaalde graden en voorwaarden voor de benoeming tot de graden van "eerste".

*

Titel XI wordt titel X.

Artikel 83
(dat artikel 92 wordt).

1. In paragraaf 1 vervange men het woord "rangschikking" door het woord "volgorde".

In de Franse tekst schrijve men in 2° :

"2° à égalité d'ancienneté ...".

---

(1) Over de wettigheid van dat besluit, zie het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, L. 15.358/2, uitgebracht op 28 maart 1983. Dat besluit moet worden opgeheven en de bepalingen om het ontworpen besluit aan te vullen moeten zo snel mogelijk worden vastgesteld.

2. Voor paragraaf 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1°, is de anciënniteit in de graden van "eerste" en van "eerstaanwezend" die welke is verkregen in de graad die toegang verleent tot de graad van "eerste"".

Artikel 84
(dat artikel 93 wordt).

1. In de Franse tekst ontbreekt de vermelding "§ 1er".

2. In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste lid, schrijve men : "des prestations complètes".

3. In paragraaf 3, tweede lid, dienen na de woorden "voor zover de overgang" de woorden "van de ambtenaar" te worden ingevoegd.

Het zou beter zijn het tweede lid aldus te stellen :

"Bij wijze van overgangsmaatregel komen voor de berekening van de dienstanciënniteit tevens in aanmerking de diensten verricht bij ..., voor zover de overgang van de

ambtenaar naar de Regie zonder onderbreking geschied is, uiterlijk 1 oktober 1956".

4. De paragrafen 4, 5 en 6 moeten een afzonderlijk artikel vormen, dat artikel 94 zou worden.

Artikel 85.

Dat artikel wordt artikel 95.

*

De titels XII, XIII en XIV worden de titels XI, XII en XIII.

In titel XII, die titel XI wordt, en in de artikelen 86, 87 en 88 van het ontwerp behoort de term "mutatie" vervangen te worden door de term "overplaatsing".

*

Artikelen 86 tot 92.

Die artikelen worden de artikelen 96 tot 102.

Artikel 93
(dat artikel 103 wordt).

In de bepaling onder 2° schrijve men "... overeenkomstig de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 97, 2°.

Artikelen 94 tot 97.

Die artikelen worden de artikelen 104 tot 107.

Artikel 98
(dat artikel 108 wordt).

In paragraaf 1, 2°, schrijve men "bepalingen" in plaats van "beschikkingen". In paragraaf 2 schrijve men : "... hervatten hun functie zes maanden na het einde van hun mandaat".

Artikel 99 wordt artikel 109.

Artikel 100
(dat artikel 110 wordt).

Aan het slot schrijve men : "... om een rustpensioen te krijgen".

Artikelen 101 en 102
(die de artikelen 111 en 112 worden).

Er dient te worden verwezen naar "artikel 109".

*

Titel XV wordt titel XIV.

*

Artikel 103
(dat artikel 113 wordt).

1. Het ontworpen artikel 103, 1°, is ontleend aan artikel 112, 1°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, dat zelf als voorbeeld heeft gediend voor artikel 168, 1°, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

In verband met dat artikel 168, 1°, heeft de afdeling administratie van de Raad van State, IVe kamer, erop gewezen

"dat een zodanige bepaling geen wettelijke grondslag heeft, want in haar absolute termen is zij niet

.../...

bestaanbaar met het beginsel van de onaantastbaarheid van de definitief door een constitutieve administratieve beschikking gevestigde concrete individuele situatie en van de daaruit voortgekomen rechtsverhoudingen, welk beginsel - behoudens uitzondering - verbiedt, niet alleen dat de overheid dat besluit zou intrekken, maar eveneens zou opheffen op grond van een rechtmatigheidsbezwaar" (arrest Tommelein, nr. 23.281 van 24 mei 1981).

2. Artikel 103, 2°, bepaalt eveneens dat de ambtenaar van de Regie ambtshalve en zonder opzegging uit zijn ambt wordt ontslagen in het geval hij een van de verplichtingen niet nakomt die zijn voorgeschreven in artikel 24, eerste lid, van het ontwerp.

Die regeling is niet bestaanbaar met de andere bepalingen van het ontwerp die een tuchtregeling instellen die dient om zodanig gedrag te bestraffen.

Artikel 103, 2°, moet vervallen.

3. In de bepaling onder 3° moeten de woorden "van dit statuut" vervallen.

4. De ontworpen tekst preciseert niet wie het ambtshalve ontslag uitspreekt.

Artikel 104
(dat artikel 114 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 114. Tot definitieve ambtsneerlegging geven eveneens aanleiding :

1° het vrijwillige ontslag : in dat geval mag de ambtenaar slechts na behoorlijke machtiging en na een opzeggingstermijn van ten minste dertig dagen zijn dienst verlaten;

2° de door de Sociaal-Medische Rijksdienst behoorlijk vastgestelde beroepsongeschiktheid;

3° de pensionering wegens leeftijdsgrens;

4° de afzetting;

5° de onder de door Ons bepaalde voorwaarden definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid".

*

Titel XVI wordt titel XV.

*

Artikel 105
(dat artikel 115 wordt).

Gelet op de opmerking in verband met de wenselijke opheffing van het voormelde koninklijk besluit van 7 november 1980, moeten de overgangsbepalingen herzien worden.

*

Titel XVII wordt titel XVI.

*

Artikel 106.
(dat artikel 116 wordt).

Men schrijve "bepalingen" in plaats van "beschikkingen".

Artikel 107
(dat artikel 117 wordt).

Wat de bepaling onder 2° betreft, wordt verwezen naar de slotopmerking die wordt gemaakt in verband met de titel betreffende de loopbaan.

*

Het opschrift van bijlage IV moet als volgt luiden :

"Lijst van de graden van de vlakke loopbanen".

SLOTOPMERKINGEN.

1. In de Franse tekst schrijve men "article 1er" en "§ 1er" en niet "article 1" en "§ 1".

2. Het is niet gebruikelijk een artikel in paragrafen in te delen wanneer elk van die paragrafen slechts één lid telt.

3. Elk onderdeel van een opsomming dient te worden ingeleid met 1°, 2°, 3°, 4° en niet door a), b), c), d).

Het gevestigde gebruik wil bovendien dat een opsomming voor zover mogelijk niet wordt onderbroken door er zinnen of leden tussen te voegen.

4. Bij de nummering van de hoofdstukken wordt gewerkt met Romeinse cijfers en niet met Arabische.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.